

Allocution du Prof. Michèle GENDREAU-MASSALOUX, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie

Monsieur le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, représentant le Premier ministre, chef du Gouvernement du Faso,
Monsieur le ministre des enseignements secondaires, supérieurs et de la recherche scientifique,
Monsieur l'administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie,
Monsieur le président de l'Université de Ouagadougou,
Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement,
Mesdames et messieurs les membres des corps diplomatiques,
Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales,
Chers amis experts, universitaires, chercheurs déjà confirmés ou naissants, qui donnez à cette manifestation son sens,

On lit souvent que les sociétés contemporaines sont des sociétés du savoir. On met l'accent sur l'éducation parce que c'est elle qui ouvre la porte à des possibilités d'emplois et donne aux individus l'occasion de participer à l'instauration d'une société plus juste, dans laquelle le partage des richesses soit moins inégal qu'aujourd'hui, dans cette société qui est la nôtre et dont nous pouvons craindre qu'elle soit encore la nôtre demain.

Cependant, les circonstances dans lesquelles on peut voir à l'œuvre cette vision du savoir comme l'un des éléments capables de faire avancer dans le bon sens un monde politique en mouvement sont rares. Bien sûr, depuis longtemps déjà, l'éducation est, au cœur de l'Agence intergouvernementale, un moteur de la Francophonie. Et l'enseignement supérieur, avec l'AUPELF devenue Agence universitaire de la Francophonie, n'est pas en reste : opérateur des Sommets, l'AUF assume sa part de responsabilité et de travail dans la nécessaire mutation des institutions éducatives, dans l'exigence de qualité et de solidarité qui doit les animer, dans la naissance de nouveaux métiers, dans la participation des chercheurs à des réseaux mondiaux qui font de la science en français l'un des ressorts du développement.

Mais c'est, je crois, la première fois dans l'histoire de la Francophonie qu'une assemblée éducative, universitaire et de recherche, se pose, en préfiguration du Sommet, l'un des grands sujets sur lesquels les chefs d'État seront amenés à se pencher, et en particulier cette question décisive de la solidarité des pays francophones dans les différents aspects du développement durable.

C'est aussi la première fois que nous nous retrouvons en un lieu qui accueille les deux circonstances : la première, aujourd'hui, constitue cette préfiguration intellectuelle du Sommet, critique, libre de ses constats et de ses propositions ; la seconde, en novembre, sera le grand rendez-vous qui réunira, sous l'égide des autorités du Faso, les 56 chefs d'État et de gouvernements – ce rendez-vous d'où naît la vigueur politique du mouvement francophone.

Je me permettrai seulement de tirer quelques enseignements d'une coïncidence qui n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'une volonté délibérée, et dont je sais gré d'abord aux autorités du Faso qui l'ont conçue, imaginée, et ensuite à l'Université de Ouagadougou qui accueille aujourd'hui cette rencontre fondamentale.

La première de ces leçons, c'est qu'il nous faut penser le développement durable et solidaire comme un lieu de pratiques à la fois collectives et individuelles. Personne ne peut mieux le dire que les universitaires qui, par leur vie entière, sont attachés à la transmission du savoir, de génération en génération.

Certes, le développement durable est d'abord l'affaire des États. Sans État, pas de politique culturelle ni de politique linguistique, pas de conscience de l'identité nationale liée aux langues et à l'apprentissage de ces langues à l'école. Sans État, pas de protection des biens essentiels que sont l'eau, l'énergie, les sols, la forêt. Sans État, pas de protection de cette diversité d'opinions qui, dans un pays, fonde les exigences démocratiques et le respect des droits de la personne. Sans État, pas de redistribution des ressources pour permettre aux nouveaux outils de la société de l'informatique de se trouver répartis entre tous, et non accaparés par quelques-uns. Sans État, pas de grandes entreprises capables de fournir des infrastructures, ni de soutien aux initiatives individuelles d'où naîtront, demain, les petites et moyennes entreprises, l'artisanat

– si vivant dans votre pays –, l'art, les manifestations de la créativité individuelle qui sont nécessairement bien fragiles lorsque les pouvoirs publics s'en désintéressent.

Si ces grandes aventures collectives qui relient nos 56 pays se déroulaient dans l'indifférence des éducateurs, sans le souci majeur – qui est celui du maître –, de faire naître en chaque enfant un intérêt et une vocation pour tous les enjeux du développement durable, l'État ne serait plus qu'un moule technocratique, vide de cet esprit d'humanité qui est le moteur de la transmission de génération en génération.

Les individus sont au cœur du développement durable. Par l'éducation – que ce soit ici, au Faso, ou partout ailleurs dans le monde francophone – s'exprime d'abord le souci de reconnaître le propre de chaque individu, de valoriser son histoire personnelle, de renforcer son contact avec la langue de son foyer et avec toutes les grandes langues internationales, dont le français, qui lui permettront d'avoir un métier reconnu, et de communiquer avec les pays liés à la Francophonie.

Si la préoccupation du propre de chacun n'est pas au cœur des enfants et des enseignants qui les guident, cette « jeune pousse » ne sera pas encouragée comme elle peut l'être si chacun participe à la reconnaissance de ce qui est propre et de ce qui est autre, de la langue du foyer et de la langue internationale, du contact entre les langues, enfin, fondement d'une identité ouverte à la multiplicité.

Placer l'individu au centre du processus de développement, avec l'État et les collectivités, c'est aussi réaffirmer son lien avec son environnement naturel, comme ce paysage burkinabé que j'admire et que j'aime pour ses fleurs, pour ses arbres, pour sa faune et sa flore (*applaudissements*). Ce pays m'émeut aussi parce que, lors d'un récent séjour à Ouagadougou, mon chauffeur, qui n'avait pas fréquenté l'université, voulant me remercier de lui avoir un peu expliqué quel rôle je pensais possible pour l'éducation en Afrique et au Faso, m'a offert une poignée de graines. Ce geste, pour moi, est un symbole de ce qui naît en Afrique dans chaque individu quand une éducation, si modeste soit-elle, tient son rôle de transmission du goût de la terre, du goût des paysages, du goût de leur protection et de leur maintien, du goût de leur diffusion et de leur distribution. Il faut venir à Ouagadougou et voir les paysages de cette belle terre burkinabé.

Si l'individu, avec l'État et la collectivité, n'est pas au cœur du processus de développement, c'est son aspiration à la démocratie qui risque d'être flouée par les grandes élites mondiales, soucieuses de la production marchande qui nous menace – l'éducation n'est pas une valeur marchande ! –, et qui contraignent certaines régions du monde à n'être que les victimes de l'exploitation d'autres régions. Éduquer, c'est dire à chacun qu'il a droit à la parole, que la parole est libre, et que les pays les plus forts, les plus capables de résister à la situation, dans l'espace et dans le temps, mais aussi dans les difficultés du développement, sont ceux qui apprennent à chacun le respect du choix, le respect *des* droits, le respect *du* droit, l'état de droit et le droit de la personne. C'est dans chaque enfant, par l'éducation comme vous la conduisez dans ce pays, que grandira cet état d'esprit, tel que les réseaux de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et la Commission des droits de l'homme le développent, tel que les réseaux universitaires le soutiennent, tel que les éducateurs le portent. Un enfant, au Burkina Faso comme partout dans le monde francophone, sait qu'il est voué à la démocratie et que la démocratie est une chance pour le développement.

Enfin, si les machines, qui sont devenues l'une des vraies dimensions de notre monde, devenaient autre chose, dans la conscience de chacun, que de simples outils à la disposition de ceux qui en ont besoin, pour se transformer en une menace – ou un miracle – sur lequel les hommes n'auraient aucune prise ; si les machines n'étaient plus conçues seulement comme un moyen de raccourcir les distances, de travailler mieux et plus dans un temps donné, de mettre à la disposition des étudiants et des professeurs, – par exemple ici, au campus numérique de l'Université de Ouagadougou – les formations diplômantes de l'ensemble du monde francophone, cela signifierait que les machines l'emporteraient sur les individus. Les enseignants éprouveraient alors bien des difficultés à démontrer à chaque enfant, du Faso comme de la Francophonie, que c'est à lui qu'il revient non seulement de savoir utiliser et maîtriser les machines, mais aussi d'être capable de les adapter à la culture de chacune des sphères dans lesquelles la Francophonie se partage, se déploie et devient aujourd'hui vivante.

Les conclusions de ce colloque iront très haut, jusqu'au 56 chefs d'État qui, avec l'accueil du Faso et du Président Blaise Compaoré, se réuniront ici, à Ouagadougou, en novembre prochain. Je crois aussi qu'il est tout à fait inhabituel – et sans doute cela mérite-t-il d'être dit –, que ces conclusions soient d'abord le fait de personnes qui ont choisi d'être des « passeurs » de génération à génération : ces chercheurs universitaires

qui représentent un monde enseignant solidaire. Ces personnes, demain, feront grandir chaque individu là où il est, dans ce qu'il a de plus précieux, à travers une langue commune, en ayant le souci de dire qu'aucun individu ne ressemble à un autre et d'affirmer que notre plus grand bonheur c'est de découvrir sans cesse la nouveauté de ce qui fait l'avenir de la Francophonie : l'événement imprévu, qui nous sera annoncé demain par l'enfant éduqué, preuve et témoin que l'éducation a été notre plus ardent impératif : plus de solidarité, moins d'écart entre les individus, et entre les individus et leur milieu.

Peut-être verra-t-on, demain, à Ouagadougou, après que les chefs d'État auront pris la mesure de ce défi, un élan et une relève de générations dont non seulement les peuples sortiront grandis, mais dont chaque membre pourra dire, comme je le dis aujourd'hui : « J'étais là. »

Je vous remercie.